

Mars 2022
n°525

prix à l'unité : 0,60€
gratuit aux syndicats



LE TRAIT D'UNION SYNDICALISTE CHARENTAIS

HOMMAGE

RETOUR SUR LE 27 JANVIER

INFOS LUTTES

**8 MARS - Journée des
droits des femmes**

17 MARS



LE TRAIT D'UNION

SYNDICALISTE CHARENTAIS



MARS 2022 – n°525

www.cgt16.fr

SOMMAIRE

EDITO	p. 2
Hommage à Gwladys AUDUBERT LALANDE	p. 3
RETOUR SUR LE 27 JANVIER : Manifestation	p. 4-5
JE contre les idées d'ext. droite	p. 6
INFOS LUTTES	p. 7
Planning de formations	p. 8-9
INFOS LUTTES (suite)	p. 10
8 MARS	p. 11
Action 17 mars	p. 14
Page culture	p. 15
Agenda	p. 16



**Michaël
LABLANCHE**
Secrétaire Général

EDITO

Il y a des débuts d'année dont nous nous souvenons plus favorablement que d'autres. Nous ne pourrions pas garder 2022 positivement dans nos mémoires. Le départ brutal de notre camarade Gwladys AUDUBERT LALANDE a été un choc pour l'ensemble des dirigeant.es de la CE de l'UD, pour les camarades mandaté.es au conseil des Prud'hommes et tous les militant.es de nos syndicats. Gwladys avait su gagner le respect de tous.tes par sa compétence et son travail. Elle laisse un vide important dans notre UD.

Et puis il y a ce que nous espérons ne jamais revoir, la guerre en Europe. Une nouvelle fois, la politique et la géopolitique nous entraînent dans les abîmes de la destruction. Nos pensées vont au peuple Ukrainien, qui subit les bombardements d'une guerre qu'il n'a pas demandé. Mais également au peuple Russe, qui lui aussi en subit les conséquences. Les armes doivent se taire immédiatement et laisser la place à une solution diplomatique plaçant au cœur l'aspiration des populations à vivre libres et en paix ! Nous condamnons les menées impérialistes des grandes puissances, l'irresponsabilité des dirigeants qui font le choix des armes plutôt que du dialogue, les

cadres d'alliance militaire dont l'OTAN qui représentent une menace permanente pour la paix. Il est temps pour les responsables politiques d'arrêter de suivre la logique militaire et à faire prévaloir l'aspiration des peuples à la paix. Les peuples n'ont rien à gagner dans cette nouvelle guerre, qui dès maintenant impacte le quotidien des travailleurs.euses. Hausses du gaz, de l'électricité, des carburants, déjà importantes en fin d'année 2021, sont repartiées de plus belle pour atteindre des niveaux « historiques ». Demain ce seront les produits alimentaires qui vont être impactés. Alors il est plus que temps que les salaires, les pensions et les allocations augmentent. C'est ce que réclament depuis des mois des milliers de salarié.es en France et en Charente. Les luttes se multiplient pour conquérir des augmentations générales de salaire. Et c'est ce que, tous ensemble, motivé.es, uni.es, nous allons aller réclamer le 17 mars prochain pour la nouvelle journée interprofessionnelle de grève et mobilisation et le 24 mars à Niort pour les retraité.es. Dès à présent, organisez des AG pour échanger avec les salarié.es, construire avec eux leur cahier revendicatif pour que le 17 mars ils soient dans l'action, dans la grève et la manifestation. Investissez avec vos syndiqué.es les distributions organisées par les ULs, allez coller des affiches. Et soyez là, soyez présent.es, avec vos drapeaux CGT, vos chasubles CGT, vos banderoles de syndicat le 17 mars pour réclamer ce qui nous revient de droit !

T.U.S.C

Mensuel d'information de l'Union Départementale
des syndicats CGT

Imprimé par l'Union Départementale CGT de la
Charente

Direction de publication Michaël LABLANCHE
Commission Paritaire 1124 S 07263

Union Départementale CGT de la Charente

10 rue Chicoutimi - Ma Campagne
16000 ANGOULEME
Tel : 05 45 38 11 48

Contact secrétariat : ud-cgt16@orange.fr
<http://www.cgt16.fr>

crédits images : Pixabay
Photos UD et syndicats



Tu étais arrivée simplement, discrètement dans notre UD. Mais très vite, tes compétences et ton travail t'ont amenée sur des responsabilités importantes. Et lorsqu'il nous a fallu trouver une personne pour la responsabilité du DLAJ en Charente, c'est tout naturellement à toi que nous avons fait appel.

Tu as su faire apprécier par tous tes qualités et tes compétences, tu as été une présidente du Conseil des Prud'hommes exemplaire et une militante responsable du DLAJ de premier plan. Ce fut un véritable coup de massue pour beaucoup lorsque la nouvelle de ton départ est tombée. Nous avons pu un peu t'accompagner dans ce combat dans lequel tu t'es battue comme toujours, jusqu'au bout, mais il en est parfois que l'on ne peut gagner.

Nous avons une pensée pour tes enfants, pour ton mari et pour tous ceux qui t'aiment. Tu vas nous manquer à l'UD Charente. Et tu me manques ma camarade...

Michaël LABLANCHE

27 JANVIER : ACTION INTERPROFESSIONNELLE



Ce 27 janvier, **plus de 700 personnes** ont choisi de manifester dans les rues d'Angoulême à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires. Un travail important de tractage, de collage d'affiches a été effectué en amont par les camarades des ULs et de quelques syndicats (Conseil Départemental par exemple). Qu'il était plaisant de voir des affiches CGT fleurir sur les murs d'Angoulême et sa périphérie. Encore trop peu de syndicats s'inscrivent dans ces initiatives. Pourtant, les affiches sont à disposition à l'UD et tous vous pouvez venir en récupérer. S'il peut ne pas être évident de s'inscrire dans les actions proposées par les ULs (et encore), il est largement possible à tous de coller quelques affiches sur son secteur.

Si le sujet des salaires et du pouvoir d'achat est bien la priorité des salarié.e.s, des retraité.e.s et des privé.e.s d'emploi, force est de constater qu'ils n'étaient pas dans la rue avec nous. **Ils sont les grands absents de nos manifestations.** Ce n'est pas la première fois que ce constat est fait par notre organisation, et cela nécessite un travail de réflexion pour tenter d'en comprendre les raisons. Pourquoi les salarié.e.s ne viennent pas aux manifestations ? Ne croient-ils plus au combat collectif ? La réponse est sans doute pour partie dans la question quand on voit les difficultés de victoires syndicales. Pourtant, lors des distributions de tracts, ils ont été nombreux à exprimer leur soutien au mouvement et à l'action.

Mais au sein même de l'organisation nous ressentons du dépit chez certains premiers

dirigeants d'organisation. Pourquoi des secrétaires de syndicats ne transmettent-ils plus les informations à leurs syndiqué.e.s ? Pourquoi des syndicats ne sont pas ou plus présents dans les cortèges ? Et pour certains d'ailleurs où sont-ils ? La lutte pour la CGT se veut collective, pas chacun dans son coin pour ses propres intérêts. Cette question du relais des informations est sans aucun doute essentielle pour parvenir à relancer la « machine CGT ». Il devient urgent aussi pour la CGT, et l'intersyndicale, de s'interroger sur les formes d'action proposée.

Passez ce premier constat, on peut tout de même être satisfait d'avoir vu beaucoup de camarades venir aux couleurs de la CGT avec drapeaux, chasubles et même quelques banderoles de syndicat.

Ce point positif est à continuer de développer. Il nous faut être visible, cela peut paraître pour certains inutile mais c'est pourtant essentiel. Alors



continuons à venir avec nos chasubles, nos drapeaux et remettons la banderole de syndicat comme outil de communication.

Une autre habitude importante à reprendre, **celle de défiler en tête de cortège intersyndical**. Avec plus de 34% de représentativité, la CGT est et reste très largement la 1^{ère} organisation du privé et du public en Charente. Alors soyons en fiers et défilons ensemble devant, arrêtons de laisser les autres se mettre en avant. **Un nombre important de syndicats étaient représentés** dans le cortège, certains venus en grand nombre (Moulin de St Preuil, Hennessy, Courvoisier, Mines et Energie...).



Une difficulté perdue avec la sonorisation de la prise de parole, et nous allons étudier la possibilité d'avoir une seconde sono qui serait disposée sur le lieu du rdv pour permettre une meilleure audition. Enfin encore une fois le cortège était silencieux, il manquait d'un.e aboyeur.euse de slogans, un ambianceur.euse de cortège pour lui donner de la vie. Alors si vous avez un.e camarade prêt.e à s'y essayer, envoyez-le/la vers l'UD. Le 17 mars, nous aurons besoin de ses services !



27 JANVIER : JOURNÉE D'ÉTUDE CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME-DROITE

27 JANVIER : JOURNÉE D'ÉTUDE : LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE, L'HISTOIRE EST-ELLE EN TRAIN DE SE RÉPÉTER ?

Les idées d'extrême droite se nourrissent et se développent sur la désespérance sociale, sur les promesses non tenues, les reniements, les besoins sociaux non satisfaits, la démocratie bafouée et la promotion de politiques d'austérité en France comme en Europe.

Pour y faire face, la Fédération des services publics, la CSD et l'UD de la Charente ont co-organisé une journée d'étude et de réflexion le 27 janvier 2022.

Cette journée a rassemblé 70 personnes au théâtre Jean FERRAT à Ruelle.



La matinée a débuté avec la lecture d'un poème de Martin NIEMÖLLER par Renata SCANT puis celle de la nouvelle « *Matin Brun* »^x de Franck PAVLOFF par Jérôme ROUSSAUD de la compagnie Théâtre en Action.

Jérémy ZORZER PEPI, animateur de la CSD de la Moselle, a ensuite apporté son témoignage, à l'appui d'un Powerpoint documenté, sur les conditions de travail des agent.es de la ville d'HAYANGE et la gestion de la collectivité par le FN.

Ce témoignage a démontré que les pratiques de gestion des élu-es issu-es du FN ou d'extrême droite placent, sans ambiguïté, cette force politique dans le camp des ennemis déclarés de la Fonction publique, aux côtés de tous les autres partisans du Capital.

Les nombreuses prises de parole ont alimenté un débat riche en questionnement sur la gestion effective d'une collectivité sous une mandature d'extrême droite. Le débat a été enrichi par les témoignages de camarades territoriaux de BÉZIERS et de HÉNIN-BEAUMONT. Il s'est prolongé autour d'un repas fraternel.

L'après-midi, les stagiaires ont participé à une séance de théâtre forum* sur le thème « les discriminations » animée par Renata SCANT de la compagnie Théâtre en Action.

**Le théâtre forum est un outil de réflexion commune créé à l'origine par Augusto BOAL pour aider les populations à lutter contre leurs oppresseurs, il est désormais une approche à la fois ludique et pédagogique, pour se confronter ensemble à une situation qui fait problème.*



Les stagiaires ont apprécié la mise en situation réelle et la réflexion commune autour d'arguments pour faire face aux situations de discrimination.

Nous sommes souvent démunis face aux comportements racistes, le théâtre forum se révèle être un outil efficace.

Ensuite, le film « *Aujourd'hui comme hier, combattre l'extrême droite* » a été projeté et suivi d'un débat animé par Jean-Paul RAVAUX de l'association Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA).



La journée s'est terminée par l'intervention de Caroline LACOUR entourée des membres du groupe de travail de « Lutte contre les idées d'extrême droite » de la Fédération des services publics venus de toute la France :

« [...] ne nous laissons pas berner cher.es collègues, cher.es camarades, combattons les fachos et leurs idées afin de mieux lutter contre ce système capitaliste et liberticide ! Seul on va vite, ensemble on va loin !

*Merci à toutes et à tous d'avoir participé à nos travaux, nous vaincrons ensemble et par la lutte !
À bas le fascisme et tout ce qui s'y rapporte et vive la CGT, vive la classe ouvrière et vive la révolution ! »*

^x « *Matin Brun* » de Franck PAVLOFF : Le pays de Charlie et son ami fait face à la montée d'un nouveau régime politique : l'État brun. Celui-ci interdit la possession d'animaux d'un autre pelage que le brun. Bien que peïnés, Charlie et son ami se plient à la règle : ils se séparent de leurs animaux pour en prendre des bruns. Mais le nouveau régime ne compte pas s'arrêter là... **Un livre très court pour un grand message !**

SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL, UNE MOBILISATION APPELÉE À DURER



La mobilisation des salariés du social et du médico-social débutée le 7 Décembre dernier pour une revalorisation de leurs salaires et la défense de leurs conditions de travail se poursuit. En Janvier, les professionnels du secteur se sont à nouveau fait entendre lors de deux temps forts.

Le 11 Janvier, à l'appel de la Fédération CGT Santé/Action Sociale, relayé par l'USD 16, 150 salariés de tout le département se sont rassemblés devant le Conseil Départemental de la Charente avant de manifester jusqu'à l'ARS. Les représentants du Conseil Départemental, auprès de qui une audience avait été demandée à cette occasion, ont reçu une délégation des syndicats CGT de la branche le Jeudi 13 Janvier. Durant cet entretien, les problématiques de rémunération, de conditions de travail et d'accompagnement conduisant à un grand manque d'attractivité de nos métiers, ont été au cœur de nos échanges. Pour autant, nous n'avons reçu aucune proposition d'amélioration concrète.

Puis le 27 Janvier, les salariés de la branche sont venus grossir les rangs de la manifestation interprofessionnelle Intersyndicale. Les revendications portées lors de ce rassemblement étaient dans la droite ligne de celles portées par l'Action Sociale depuis des mois.

Les négociations autour de nos rémunérations et nos convictions collectives devraient connaître des avancées dans le courant du mois de Février, avec l'ouverture de la conférence des métiers le 18 Février notamment. Nous poursuivons notre mouvement afin de maintenir la pression sur l'état et les Fédérations Employeurs, avec de nouvelles initiatives au cours des semaines et mois à venir !

Benjamin DUCLUZEAU



PLAN DE FORMATION

SPICGT DE LA CHARENTE

valable au 14 Janvier 2022

2022

EMBAVER	EMBAVER	EMBAVER	EMBAVER	EMBAVER	EMBAVER	EMBAVER
M 1	M 1	M 1	M 1	M 1	M 1	M 1
V 2	M 2	M 2	M 2	M 2	M 2	M 2
L 3	V 3	V 3	V 3	V 3	V 3	V 3
M 4	V 4	V 4	V 4	V 4	V 4	V 4
V 5	V 5	V 5	V 5	V 5	V 5	V 5
L 6	L 6	L 6	L 6	L 6	L 6	L 6
M 7	L 7	L 7	L 7	L 7	L 7	L 7
M 8	M 8	M 8	M 8	M 8	M 8	M 8
M 9	M 9	M 9	M 9	M 9	M 9	M 9
V 10	V 10	V 10	V 10	V 10	V 10	V 10
V 11	V 11	V 11	V 11	V 11	V 11	V 11
V 12	V 12	V 12	V 12	V 12	V 12	V 12
V 13	V 13	V 13	V 13	V 13	V 13	V 13
V 14	V 14	V 14	V 14	V 14	V 14	V 14
M 15	M 15	M 15	M 15	M 15	M 15	M 15
M 16	M 16	M 16	M 16	M 16	M 16	M 16
V 17	V 17	V 17	V 17	V 17	V 17	V 17
V 18	V 18	V 18	V 18	V 18	V 18	V 18
M 19	M 19	M 19	M 19	M 19	M 19	M 19
M 20	M 20	M 20	M 20	M 20	M 20	M 20
V 21	V 21	V 21	V 21	V 21	V 21	V 21
V 22	V 22	V 22	V 22	V 22	V 22	V 22
V 23	V 23	V 23	V 23	V 23	V 23	V 23
V 24	V 24	V 24	V 24	V 24	V 24	V 24
V 25	V 25	V 25	V 25	V 25	V 25	V 25
V 26	V 26	V 26	V 26	V 26	V 26	V 26
V 27	V 27	V 27	V 27	V 27	V 27	V 27
V 28	V 28	V 28	V 28	V 28	V 28	V 28
M 29	M 29	M 29	M 29	M 29	M 29	M 29
M 30	M 30	M 30	M 30	M 30	M 30	M 30
L 31	L 31	L 31	L 31	L 31	L 31	L 31

1 - Formation continue (hors C) - Formation continue (hors C) - Formation continue (hors C) - Formation continue (hors C) - Formation continue (hors C) - Formation continue (hors C) - Formation continue (hors C)

MOBILISATION ÉDUCATION NATIONALE



La CGT-Educ'Action se félicite de la réussite de la journée de grève et de mobilisation du **13 janvier** en Charente avec plus de **800 manifestants**. Du jamais vu depuis 2003 !

Des années de politiques d'austérité ont mis à mal les services publics, comme celui de la santé ou de l'Éducation, et la crise sanitaire n'a fait que mettre en exergue ce phénomène. Cette mobilisation exceptionnelle a démontré l'état de fatigue et d'exaspération de l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale face à la succession de protocoles sanitaires inapplicables et chronophages, à la dégradation des conditions d'étude des élèves et de travail des personnels, et au mépris de leur ministre et du gouvernement. Elle a aussi témoigné du refus des réformes Blanquer qui favorisent le tri social des élèves et qui détruisent les libertés pédagogiques jusqu'à interroger le sens même de nos métiers.

La CGT Educ'action continue d'exiger un plan d'urgence avec la création immédiate, massive et pérenne de postes de toutes catégories de personnel et des revalorisations salariales à la hauteur de nos qualifications et de notre investissement.

Malgré quelques concessions du gouvernement qui restent imprécises et insuffisantes, l'intersyndicale réitère son exigence d'équipements de protection pour les personnels, les écoles et les établissements et la nécessité d'attribuer les moyens humains nécessaires. Les personnels, en particulier les enseignant-es, ne peuvent plus, deux ans après le début de la crise, être contraint-es d'assumer les charges matérielles liées à la gestion des protocoles. Devant la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves due à l'épidémie, elle revendique la création immédiate, massive et pérenne de postes de toutes catégories de personnels. Elle revendique encore le report en juin des épreuves de spécialités du bac, prévues actuellement en Mars.

Les organisations syndicales – CGT-Educ'Action, FNEC-FP-FO, FSU, SUD-Education – appellent les personnels à se réunir pour débattre des suites qu'elles et ils entendent donner à cette journée de grève, et soutiendra toutes les mobilisations.

D'ores et déjà, elles appellent à participer massivement à la journée.

Philippe DAURIAC





**ENSEMBLE, EN GRÈVE FÉMINISTE
LE 8 MARS !**

RASSEMBLEMENT
place de l'Hôtel de ville
à Angoulême
à partir de 18h
DÉFILÉ
AUX FLAMBEAUX
à partir de 19h

La prise de conscience et les mobilisations féministes grandissent et font bouger les lignes partout dans le monde. Nous sommes debout, nous voulons décider de nos vies. Nous voulons l'égalité.

Nous voulons être reconnues dans nos métiers, bien payées, à égalité avec les hommes au travail !

Avec la crise sanitaire, les femmes sont toujours en première ligne, mal payées, majoritaires dans des métiers essentiels (soins, santé, services publics). Nous sommes touchées de plein fouet par la précarité, les bas salaires et le temps partiel subi. Notre travail est déconsidéré et invisibilisé. Aides à domicile, assistantes d'élèves en situation de handicap (AESH), enseignantes, soignantes, travailleuses sociales... Les grèves se multiplient dans les métiers féminisés. Faisons converger ces luttes le 8 mars pour imposer des revalorisations salariales, des emplois stables et durables et des perspectives de carrière ambitieuses. | Les femmes immigrées ou sans papiers sont surexploitées, peu reconnues

socialement et peu susceptibles d'évoluer dans leurs emplois. Nous voulons qu'elles soient régularisées !

Nous voulons vivre dans une société sans violence sexiste et sexuelle ! Nous voulons être libres de nos choix sur nos corps !

#MeToo, notre mobilisation partout dans le monde bouscule les rapports de domination et met à mal le patriarcat. Nous refusons les violences sexistes et sexuelles que ce soit dans les bars (#BalanceTonBar), dans nos couples ou nos familles (#MeTooinceste), dans la santé (#StopVog, Stop violences obstétricales et gynécologiques), dans notre travail, les lieux scolaires universitaires (#metoofac), dans les fédérations sportives, la culture (#metootheatre), le journalisme, la politique (#metoopolitique).

Les femmes handicapées sont pénalisées par le manque de soins et freinées dans leur choix d'autodétermination de leur sexualité ou dans la possibilité de mettre au monde des enfants. Elles subissent d'autant plus les

violences sexistes et sexuelles qu'elles soient d'ordre privé, institutionnel, médical ou économique (le versement de l'allocation d'adulte handicapé.e dépend des revenus du conjoint).

Nous dénonçons l'élection à la présidence du parlement européen d'une parlementaire anti-avortement et nous exigeons que le droit à l'IVG entre dans la charte des droits fondamentaux. En France, l'allongement du délai pour avorter doit enfin être voté, plus question d'être obligée de partir à l'étranger !

L'éducation non sexiste, la lutte contre les stéréotypes dans les manuels scolaires, contre le cyberharcèlement doivent enfin être effectives ! L'orientation ne doit plus être genrée, personne ne doit contrôler nos corps et la façon dont nous nous habillons !

Nous voulons avoir du temps pour nous, nous en avons assez d'assurer toutes les tâches à la maison, parce que c'est l'égalité et que nous le valons bien !

Nous refusons d'être les variables d'ajustement, celles qui sacrifient leur travail, qui enchaînent les doubles journées avec le ménage, les courses, la cuisine, etc. pour pallier les déficits de services publics et prendre soin des enfants ou des personnes dépendantes.

Comble du mépris : notre travail est si dévalorisé que deux ans après le début de la crise sanitaire, le pouvoir fait toujours comme si on pouvait télétravailler tout en gardant les enfants ! Nous voulons une réduction du temps de travail pour toutes et tous, allongement du congé maternité et du congé paternité et d'accueil de l'enfant, nous voulons une meilleure rémunération du congé parental pour qu'il soit plus partagé, nous voulons un vrai service public de prise en charge de la petite enfance et de la dépendance !

Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous ferons la grève féministe partout dans le monde pour :

■ **Affirmer notre solidarité avec les femmes du monde entier** qui subissent la répression, la négation de leurs droits, à commencer par nos sœurs d'Afghanistan, violemment réprimées par les talibans et abandonnées par les pays occidentaux.

■ **Exiger des moyens pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles**, sachant que pour les seules violences conjugales, le Conseil Economique Social et Environnemental estime à 1 milliard l'investissement nécessaire. Afin de prévenir toutes les formes de violence, il est indispensable d'accompagner et protéger les victimes, de former toutes les personnes qui travaillent à leurs côtés, de sanctionner les agresseurs, de faire appliquer les lois existantes et de compléter la législation.

■ **Exiger l'égalité salariale et professionnelle** et dénoncer le fait que les femmes sont toujours payées un quart en moins. En France, c'est comme si nous arrêtions d'être payées chaque jour à partir de 15h40

■ **Revendiquer la revalorisation des métiers féminisés**, la fin de la précarité et des temps partiels et l'application de la loi qui - depuis 50 ans ! - prévoit un salaire égal pour un travail de valeur égale.

■ **Obtenir le rattrapage des pensions** des femmes retraitées qui sont inférieures de 40% à celles des hommes

■ **Exiger un investissement financier et un recrutement massif dans les services publics**, notamment dans les secteurs du

soin, du lien et de l'éducation pour socialiser les tâches domestiques !

■ **Développer une éducation féministe et égalitaire** qui lutte enfin contre les stéréotypes et les violences et qui donne à toutes la possibilité de réussir leur parcours scolaire et professionnel.

■ **Exiger l'allongement des délais pour l'IVG** et l'accès sur l'ensemble du territoire à des centres IVG

Ce 8 mars, nous serons à la veille des élections présidentielles. Le gouvernement et le patronat bloquent toute avancée et multiplient le féminisme-washing. Pire, la réaction masculiniste s'organise relayée par l'extrême droite qui revendique un discours sexiste, raciste et LGBTophobe. Partout dans le monde, la première chose que font ces partis réactionnaires quand ils arrivent au pouvoir, c'est de remettre en cause les droits fondamentaux des femmes.

Alors que la « grande cause » d'Emmanuel Macron s'est avérée une vaste opération d'enfumage, que les idées misogynes relèvent la tête, nous donnons rendez-vous à toutes les femmes, à tous et toutes les féministes.

Le 8 mars, on s'arrête tout.e.s. On se met en grève. Plus de bla bla, plus de promesses sans lendemain, des actes. Ne nous libérez pas, on s'en charge !





AUGMENTER LES SALAIRES, PENSIONS, ALLOCATIONS ! UNE PRIORITÉ POUR TOUTES ET TOUS !

Les salarié-es du secteur public comme privé, les retraité-es, les jeunes partagent toutes et tous une même priorité face à l'augmentation du coût de la vie, il faut augmenter les salaires, les pensions, les allocations et les bourses étudiantes.

Beaucoup ont exprimé leurs exigences en se mobilisant, ces dernières semaines, dans leur entreprise, leur service, leur branche professionnelle.

Ainsi en est-il des personnels des services publics, à l'instar de celles et ceux de l'éducation nationale, des soignant-es, des travailleurs sociaux...

De nombreux débrayages, lors des NAO (négociations annuelles obligatoires), dans les secteurs notamment industriels ont permis également des avancées à l'échelle des entreprises. Tout au long du mois de janvier, les différentes professions et la jeunesse ont su se mobiliser ensemble pour défendre les salaires et l'emploi dans beaucoup de localités. Plus de 150 000 manifestants, de nombreux secteurs professionnels ont débrayé, la question sociale et salariale s'ancre dans le quotidien des salarié-es dans les entreprises et les services.

La jeunesse est elle aussi confrontée à une grande précarité de vie et de travail et à la pauvreté.

En décembre 2021, l'inflation en France a atteint 2,8% sur un an. Près de la moitié provient directement de l'augmentation du prix de l'énergie (carburants, électricité, gaz). En effet, l'énergie a vu son prix augmenter de 18,6%. Il y a également une augmentation importante des prix des produits alimentaires de première nécessité. Force est de constater que c'est l'évolution des revenus par rapport à l'inflation qui est déterminante. C'est un levier essentiel pour maintenir le pouvoir d'achat des ménages et agir sur la répartition entre les revenus du capital et du travail ; les entreprises cherchant, en effet, même dans le contexte de la pandémie, à augmenter leurs profits.

L'enjeu majeur est donc de combattre la stagnation des salaires plus que d'agir sporadiquement sur l'évolution des prix.

Pour les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et UNSA : il faut une revalorisation immédiate de l'ensemble des salaires dans le secteur privé et des traitements dans la fonction publique, en commençant par les plus bas salaires.

Ainsi, il est urgent d'agir sur le SMIC et le point d'indice. Il est indispensable que les minima de branche dans le privé et les grilles de salaires dans la Fonction Publique soient automatiquement relevés au niveau du SMIC.

Cela doit se compléter d'une ouverture rapide de négociations sur la répercussion de ces augmentations sur les échelles de carrière dans le public et les classifications dans le privé.

Il est aussi important d'augmenter les bourses pour les étudiants et les pensions pour les retraités. **C'est pourquoi les mobilisations doivent se poursuivre et s'amplifier.**

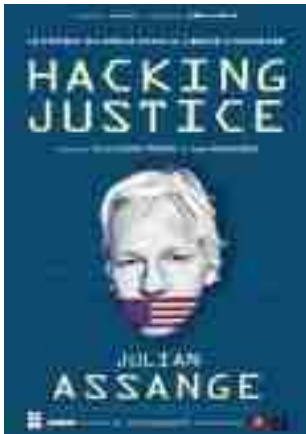
- Il y a urgence également à mettre en œuvre l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes. Alors que la première loi sur l'égalité professionnelle fête ses 50 ans et que les luttes féministes exemplaires se sont développées, gouvernement et employeurs refusent de financer des mesures pour s'attaquer véritablement aux racines des inégalités salariales. Les organisations syndicales appellent à exiger des mesures concrètes afin d'éradiquer les inégalités et revaloriser les métiers féminisés.
- Il faut imposer que les qualifications acquises, l'expérience professionnelle soient corrélées aux niveaux de rémunération et agir pour une limitation des écarts de salaires au sein des entreprises.

Pour agir sur ces revendications essentielles, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et UNSA appellent à une journée de grève et de manifestation interprofessionnelle le 17 mars prochain, à 14h devant la gare d'Angoulême.

Dans l'attente, elles soutiennent les mobilisations qui se développent dans les entreprises et le secteur public. Elles s'adressent aux salarié-es du privé et aux agent-es du secteur public pour maintenir la pression et exiger l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat. Elles proposent de construire, dès à présent, les conditions d'un grand 1er mai unitaire.



**RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION
JEUDI 17 MARS
14h00 - DEVANT LA GARE D'ANGOULÊME**



HACKING JUSTICE - film
Juan Pancorbo, Clara López Rubio

Le combat du siècle pour la liberté d'informer

Fidèle au principe Cypherpunk « vie privée pour les plus faibles, transparence pour les puissants », Julian Assange a créé WikiLeaks en 2006, outil de publication crypté

qui a permis la fuite de millions de documents classifiés ou secrets, mettant au jour les pratiques des gouvernements et des multinationales concernant la guerre, l'espionnage et la corruption.

Les fuites transmises à WikiLeaks en 2010 par l'analyste de l'US Army Chelsea Manning constituent les révélations les plus importantes de l'histoire sur les crimes de guerres et les mensonges des États-Unis. Julian Assange est alors devenu une cible. Ce documentaire commence en 2012, lorsque le fondateur de WikiLeaks se réfugie dans l'ambassade d'Équateur à Londres où il restera confiné drastiquement jusqu'à son arrestation en 2020 en vue de son procès en extradition aux États-Unis. Pendant sept ans, à l'intérieur de l'ambassade et à travers le monde, Clara López Rubio et Juan Pancorbo ont suivi, pas à pas, la défense de Julian Assange, coordonnée par le célèbre avocat Baltasar Garzón.

Une histoire aux implications politiques profondes sur la justice et la liberté d'informer.



UN AUTRE MONDE - film
Stéphane Brizé

Avec Vincent Lindon, Sandrine Kiberlain Anthony Bajon

Un cadre d'entreprise, sa femme, sa famille, au moment où les choix professionnels de l'un font basculer la vie de tous. Philippe Lemesle et sa femme se séparent, un

amour abimé par la pression du travail. Cadre performant dans un groupe industriel, Philippe ne sait plus répondre aux injonctions incohérentes de sa direction. On le voulait hier dirigeant, on le veut aujourd'hui exécutant. Il est à l'instant où il lui faut décider du sens de sa vie.

Stéphane Brizé signe le troisième volet de ce qu'on nomme déjà sa "trilogie" sur le monde du travail contemporain français. Trilogie qui gravite, si l'on utilise un langage tout à fait capitaliste, l'échelle salariale ; *La loi du marché* s'intéressait à un petit salarié en quête tragique et constante d'un emploi, tandis qu'*En Guerre* concentrait son récit sur la lutte sociale et le rôle majeur des syndicats.

Avec *Un Autre Monde*, au titre aussi plein d'espoir que d'ironie, Brizé se penche sur un autre type de salariat, celui des patrons, finalement jamais vraiment patrons car toujours à la botte d'un supérieur et toujours salariés eux-mêmes, soumis à des patrons et à une loi qui les dépasse et les écrase, celle du marché...

LE CONSUMÉRISME À TRAVERS SES OBJETS - livre
Jeanne GUIEN

Jeanne Guien, docteure en philosophie, spécialiste de l'obsolescence, étudie le cycle de vie des objets en analysant les impacts sociaux et écologiques. Dans son livre *Le consumérisme à travers ses objets*, l'auteure s'interroge : qu'est-ce que le consumérisme ? Comment s'habitue-t-on à surconsommer au point d'en oublier comment faire sans, comment on faisait avant, comment on fera après ? Pour répondre à ces questions, la chercheuse enquête sur 5 objets quotidiens, anodins : les gobelets jetables, les vitrines, les mouchoirs jetables, les smartphones et les déodorants. Ces objets utilitaires, d'abord sublimés, puis utilisés, sont voués à être jetés rapidement.

D'où provient notre appétence pour tout ce qui est neuf, rapide, personnalisé et payant ? D'après l'auteure, ce sont les industriels qui créent à la fois des objets, mais aussi des comportements. Le consumérisme serait surtout une affaire de fabrication, et non uniquement liée à un vice moral de sociétés « gâtées ». En analysant les déchets du quotidien, Jeanne Guien nous permet de comprendre la place des objets dans nos vies et nous offre la possibilité de nous en libérer peu à peu...





AGENDA—CONTACTS

- Lundi 7 mars :** Réunion de bureau à 8h30
- Mardi 8 mars :** Appel à la grève féministe dans le cadre de la journée des droits des femmes et soutien aux initiatives locales.
Diffusion du film « Debout les femmes » suivi d'un débat au Mégarama de Garat dans le cadre des « ciné-débats » de l'UD à 20h.
- Mercredi 9 mars :** Travail sur la vie syndicale (Michaël LABLANCHE – Véronique LAVERGNE)
Rencontre avec l'association AADMIE à 15h (Michaël LABLANCHE)
- Jeudi 10 mars :** AG du syndicat FAPT (Véronique LAVERGNE)
Réunion avec les mandatés CAF à 17h pour préparer la CA du 17 mars (Michaël LABLANCHE)
- Vendredi 11 Mars :** CE de l'UD sur la journée
- Du 14 au 18 mars :** Congrès FSPBA CGT (Michaël LABLANCHE)
- Du 14 au 16 mars :** Formation « Participer à la CGT »
- Mardi 15 mars :** Réunion du collectif de l'UL de Charente Limousine à Exideuil
Distribution de tracts pour la manifestation du 17 mars (rdv 16h30 à l'UD ou 17h au rond-point de la Pyramide)
- Jeudi 17 Mars :** Journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle
Réunion de préparation pour les « Assises jeunes » à 9h à l'UD
Manifestation à 14h au départ de la gare d'Angoulême
- Vendredi 18 mars :** Réunion de négociation sur les salaires à l'IUMM (Eric GEREAUD)
- Lundi 21 mars :** Réunion de bureau à 8h30
- Mercredi 23 mars :** Rencontre avec le responsable de la DDTSP (Michaël LABLANCHE)
- Jeudi 24 Mars :** Journée nationale d'action et de mobilisation des retraités à Niort
- 30-31 Mars :** Réunion du Comité Régional CGT NA à Bordeaux (Michaël LABLANCHE)
- Jeudi 7 avril :** CE de la FAPT
- Vendredi 8 avril :** CE de l'UD
- Mardi 12 avril :** JE sur les 32h
- Jeudi 14 avril :** Congrès du syndicat NAVAL GROUP (Michaël LABLANCHE)
- Dimanche 1^{er} mai :** Manifestation
- Mardi 3 mai :** AG de la section retraités NAVAL GROUP
- Vendredi 6 mai :** CE de l'UD
- 10-11 mai :** CCN (Michaël LABLANCHE)

Union Départementale CGT de la Charente

10 rue Chicoutimi - Ma Campagne - 16000 ANGOULEME / Tél : 05 45 38 11 48
Secrétariat de l'UD : ud-cgt16@orange.fr / Site Internet : www.cgt16.fr

Union Locale CGT du Grand Angoulême

6 Allée des Troènes – 16000 ANGOULÊME
Tél : 05 45 22 88 05 / cgt.ul.angouleme@wanadoo.fr

Union Locale CGT du Cognçais

3 – 5 rue Plumejeau – 16100 COGNAC
Tél : 05 45 35 36 17 / ulcgtcognac@wanadoo.fr

Union Locale CGT d'Horte et Tardoire

Tél: 06 23 63 72 07 / cgt.ul.horteettardoire@gmail.com

Union Locale CGT du Ruffecoïis

4 rue de l'Ordaget – 16700 Ruffec
Tél / Fax : 05 45 30 38 31 / ulcgruffec@orange.fr

Union Locale CGT du Sud Charente

Le Logis de Plaisance - ZA Plaisance – 16300 BARBEZIEUX
Tél / Fax : 05 45 78 21 99 / ulcgtsudcharente@wanadoo.fr

Union Locale CGT de Charente Limousine

Mairie d'Excideuil – 16150 EXIDEUIL
Tél / Fax : 05 45 84 09 35 / union-locale-cgt-chte-limousine@orange.fr

CONTACTS